

Le courage de la vérité

Je parle au nom des 285 000 signataires du Pacte pour la Transition et je tiens à souligner que je n'ai pas d'autre agenda depuis un an que celui de **mobiliser autour de l'urgence sonnée par les scientifiques du GIEC, le 8 octobre 2018, une semaine après l'élection** du présent gouvernement.

Un mois plus tard, je suis venu présenter au premier ministre une synthèse du rapport du GIEC qui faisait état de la gravité de la crise et de ses conclusions :

«un changement rapide et radical de nos façons de faire.

J'ai été très heureux de l'entendre déclarer dans son discours inaugural à l'Assemblée nationale :

« La survie de notre planète est en jeu. Je ne peux ignorer ce défi de l'urgence climatique et continuer de regarder mes deux fils dans les yeux. »

Un mois plus tard, je suis venu remettre au premier ministre **un projet de loi qui engageait le gouvernement au respect de ses obligations climatiques**, projet de loi que je remettais trois semaines plus tard au nouveau ministre de l'Environnement, puis à l'ensemble des députés et des partis d'opposition, dans l'espoir qu'une coalition puisse voir le jour au Québec en réponse à l'urgence.

Ce projet de loi a été rédigé et révisé par des juristes et des scientifiques chevronnés. 20 juridictions ont déjà adopté des lois similaires¹ dont **le Danemark qui a adopté en décembre dernier une nouvelle loi, contraignante, qui oblige le gouvernement à réduire ses émissions de 70% d'ici à 2030**².

Est-il besoin de dire toute l'importance que j'accorde aujourd'hui à ce premier projet de loi sur le climat de notre gouvernement?

¹ Cadeau de Noël du Pacte à François Legault - Un Projet de loi sur le Climat, Le Pacte pour la Transition, 18 décembre 2018.

<https://www.lepacte.ca/cadeau-de-noel-du-pacte-a-francois-legault-%E2%80%8Bun-projet-de-loi-sur-le-climat/>

² Denmark adopts climate law to cut emissions 70% by 2030, Climate Home News, 6 décembre 2019.

<https://www.climatechangenews.com/2019/12/06/denmark-adopts-climate-law-cut-emissions-70-2030/>

*J'ai tellement de choses à dire
Et comme 10 minutes c'est pas beaucoup pour une gueule comme la mienne
Je vais commencer par vous livrer mes conclusions*

*En résumé, et je le dis avec toute ma bonne volonté,
on sait à quel point l'environnement est l'angle mort de la CAQ
et ce projet de loi est l'occasion pour le gouvernement
de rétablir la confiance dont on a besoin collectivement
pour répondre à la crise climatique*

*y a un ras le bol de plus en plus fort dans la population
y a un déficit de crédibilité
y a un train qui est en marche aussi
où les citoyens veulent que quelque chose se passe*

*manquez pas le train
et soyez les leaders dont le Québec a besoin*

*le grand problème qu'on doit régler
c'est cette difficulté qu'ont nos dirigeants politiques
depuis le jour où les scientifiques ont sonné l'alerte
de répondre concrètement à l'alerte de la science*

*alors si le gouvernement est sérieux,
si le gouvernement veut être crédible
d'entrée de jeu la loi doit reconnaître l'urgence climatique*

*l'urgence de quoi ?
de répondre ce que la science exige :
atteindre les cibles de réduction
les vraies cibles de réduction, celles dictées par la meilleure science
50 % de réduction d'ici 2030
et la carboneutralité en 2050*

c'est la crédibilité du gouvernement qui est en jeu

*C'est le seul moyen d'envoyer un signal clair à la population
au conseil des ministres, à la jeunesse du Québec et au monde entier
qu'on reconnaît la gravité de la crise et qu'on va prendre le taureau par les cornes*

*Le gouvernement doit avoir le courage de s'engager clairement
Et d'être conséquent.*

*Pour atteindre ces cibles, la réponse à la crise climatique ne peut pas se limiter
à un strict plan d'électrification, si efficace soit-il.*

*La loi doit engager l'ensemble de l'appareil d'État,
l'ensemble de ses ministres, de ses institutions
et mobiliser l'ensemble de la société québécoise,
dans deux grands chantiers:*

*la transition énergétique
et
la transition écologique juste et globale de notre économie*

*on a besoin d'une vraie loi,
avec des cibles claires qui s'attaquent aux premiers responsables de la crise
le pétrole et le gaz*

*une loi où la science indépendante et les meilleures pratiques
vont être au cœur de nos décisions politiques et de leur mise en oeuvre*

*une loi qui va intégrer un budget carbone
et qui va engager l'ensemble du gouvernement à respecter ce budget
et donc à être conséquent
dans chacune de ses politiques
avec les limites d'émission qui respectent les limites de la planète*

*une loi qui nommer un responsable de la lutte aux changements climatiques
c'est à dire LE ministre de la Lutte contre les Changements Climatiques*

*avec l'autorité nécessaire pour diriger et coordonner
les efforts de l'ensemble du gouvernement*

un ministre imputable qui va rendre des comptes de façon transparente

*une loi qui va nous donner un plan à la hauteur du défi à relever,
une loi qui va donner à notre ministre
une institution forte pour mettre le plan à exécution*

*un Hydro-Québec de la Lutte aux Changements Climatiques,
sur la base de TEQ, un TEQ amélioré, avec les ambitions et les moyens qui s'imposent
à commencer par une plus grande ambition à réduire le pétrole et le gaz*

*une loi qui va reconnaître les limites de la transition énergétique
et engager une transition écologique juste et globale de notre économie
en mobilisant tout le monde l'ensemble de la société québécoise
les citoyens mais surtout les entreprises, les communautés, les municipalités,
les écoles, le monde de la santé, chacun selon ses moyens, chacun sa juste part
pour puisse y arriver...*

J'ai lu ce matin les déclarations du ministre à l'effet que pour les cibles de réduction, il faudrait attendre le plan

Vous savez le problème avec tous ces plans qu'on a eu et qu'on aura ?

Ils n'ont pas force de loi.

Alors si on est sérieux, on va prendre les engagements qui s'imposent.

Le premier ministre dit qu'il est un homme équilibré, quelque part en Donald Trump et Greta Thurnberg ?

C'est faux de penser qu'on alimente la prospérité en continuant de soutenir et d'encourager des façons de faire qui dégrade notre monde.

En Australie aujourd'hui, on a un premier ministre qui dit que pour avoir les moyens d'éteindre les feux, il faut créer de la richesse avec l'industrie du charbon.

C'est pas de ce genre d'équilibre et de courage dont le Québec a besoin.

Si on fait le pari de se rendre sur la Lune, on se donne les moyens d'y aller pour vrai. Pas de s'arrêter à mi-chemin.

*On a été capable de se rendre sur la Lune, en l'espace de dix ans ?
On devrait être capable de revenir sur Terre*

Notre premier ministre a déjà confirmé sa présence à la COP 26 en Écosse en novembre prochain. Et je nourris l'espérance qu'il puisse se présenter devant les autres nations en déclarant :

«Au Québec, on a entendu l'alarme de la science, on a pris acte des signaux de détresse de la nature et des appels de la jeunesse. Et aujourd'hui on débarque avec un plan, fruit d'un dialogue honnête et courageux entre le gouvernement, la science, l'industrie, les travailleurs, la société civile et la population, et on vous dit qu'on s'est engagé tout le monde ensemble, dans une transition juste et qu'on va atteindre les cibles que la science exige pour 2030. Tous unis pour le climat.»

*Ayez du courage
Ayez de l'ambition*

Ayez l'envergure qui s'impose

Informez, écoutez, dialoguez

Mettez la science au cœur des discussions et des décisions

Prenez les engagements qu'il faut

Et soyez conséquents

Et on va être là

À souffler dans la voile

Il ne se passe pas une journée sans que des citoyens de tous les âges et de tous les milieux ne m'interpellent pour me communiquer leur inquiétude et leurs initiatives personnelles, leurs projets d'affaires ou les actions qu'ils portent dans leur famille, au travail, dans leur communauté.

Hier encore j'étais au Collège André-Grasset...

Je suis allé à la rencontre de dizaines de milliers de citoyens, de tous les horizons, dans plusieurs régions du Québec, poussant mon effort de bonne volonté à prendre ma carte de membre du parti au pouvoir pour encourager ses efforts lors de son premier conseil national tenu sur le thème de l'environnement et **j'ai salué la position du premier ministre qui prenait l'engagement de réduire de 40 % l'usage du pétrole au Québec d'ici 2030 en reprenant essentiellement les trois grands axes du plan directeur de Transition énergétique Québec (TEQ) soit le transport, l'industrie et le bâtiment.**

Vous comprendrez ma déception lorsqu'un mois plus tard en juin dernier, le gouvernement annonçait, en prélude au présent projet de loi, l'abolition de TEQ, responsable pourtant de la réduction de 65 % de nos émissions de GES.

Quand en septembre dernier, à la veille du Sommet mondial sur le climat à New York où le Secrétaire général des Nations Unies demandait aux dirigeants politiques du monde entier de se présenter avec des plans et des solutions, et où le Québec se présentait les mains vides, il était permis de se demander alors que nous étions un demi million de citoyens à prendre la rue pour dénoncer son inaction, si ce gouvernement n'était pas au fond climato-sceptique.

J'en conviens, j'ai jappé parfois un peu fort – on n'a pas tout à fait le même sens de l'urgence, et je veux bien croire que le gouvernement agit de bonne foi en posant les bases légales de son plan d'action. Le premier ministre s'est commis à atteindre les cibles de l'Accord de Paris, il se pose en homme de résultats et nous saluons sa volonté. C'est un pas important dans la bonne direction.

À la lecture du présent projet de loi et de plusieurs déclarations récentes, il est permis de se questionner sur la compréhension réelle que notre gouvernement a de la gravité de la crise et de son sérieux à agir à la hauteur de ce que la science exige, de ce que la nature exige, et de ce que la jeunesse d'ici comme du monde entier désespère de voir arriver.

Malheureusement, le présent projet de loi manque profondément de courage et d'ambition.

Alors de deux choses l'une : soit le gouvernement va reconnaître sans détour la gravité de la crise, et il va avoir le courage d'agir en conséquence ;

soit il va nous embarquer dans toutes sortes de plans, et y dépenser beaucoup d'argent avant qu'on se retrouve là où tous les autres plans nous ont mené au Québec depuis des années: loin, très loin des cibles.

Parce qu'il y a un problème avec tous ces plans : ils n'ont pas force de loi. Ça fait plus qu'un an qu'on attend. La situation est plus urgente que jamais. Et il faut agir immédiatement en adoptant des mesures maintenant pour maintenant.

Si le gouvernement est sérieux, s'il reconnaît l'urgence climatique, alors il a le devoir d'être conséquent. Et adopter une loi qui oblige le gouvernement à atteindre les cibles exigées par la science.

Il doit avoir le courage de dire la vérité à la population : relayer l'exigence de la science Et d'être conséquent en mettant la science au cœur des décisions

La gravité de la crise

Est-il besoin de rappeler la gravité de la crise ? Toutes les prévisions, scientifiquement prouvées, tous les incendies, les inondations, les canicules, les sécheresses, les pénuries alimentaires et en eau, toutes les dévastations, de l'acidification des océans à l'effondrement de la biodiversité, ont-ils besoin d'être rappelés ici pour nous convaincre de l'urgence d'agir ?

Ce que les plus hautes autorités scientifiques nous disent c'est qu'on peut, avec beaucoup de courage, d'efforts et de cohérence, parvenir à limiter le réchauffement à 1,5 ou à 2 degrés. Mais que la tendance actuelle nous entraîne droit dans le mur. Et que c'est avec cette tendance-là qu'il faut rompre.

Selon le dernier bilan de l'Organisation météorologique mondiale, la température a augmenté de 0,2 degrés de 2015 à aujourd'hui³. Faisons le calcul. Ça signifie une hausse de 0,4 degrés par décennie. On va difficilement arriver à limiter le réchauffement à 1,5 degrés en 2030.

La Banque mondiale, qu'on peut pas qualifier de groupe écologique radical, nous met en garde contre un réchauffement de 4 degrés d'ici 40 ans et affirme qu'il n'y a «aucune certitude» que la planète puisse s'adapter à une telle hausse⁴.

3

⁴ Turn down the Heat : Why a 4C Warmer World Must be Avoided, World Bank, novembre 2012, p. xviii.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/865571468149107611/pdf/NonAsciiFileName0.pdf>

On va entrer dans une ère où vont s'accélérer les phénomènes comme la fonte du pergélisol ou les incendies liées à la sécheresse, et le réchauffement risque fort de monter jusqu'à 5, 6, voire 7 degrés avant la fin du siècle.

L'un des climatologues les plus éminents, John Schellnhuber, nous dit que « *la différence entre deux degrés et quatre degrés de réchauffement, c'est la civilisation humaine*⁵».

⁵ Peter Christoff, Are you ready for a four degree world ? The Conversation, 4 août 2011.
<https://theconversation.com/are-you-ready-for-a-four-degree-world-2452>

Passons à l'action

Oui, si on se compare aux Américains et aux Canadiens, on peut dire que le Québec fait mieux. Mais si on se compare au reste du monde, à des économies similaires, disons-le franchement : nous demeurons parmi les plus grands émetteurs au monde. Alors passons à l'action. Résolument. Courageusement. Faisons notre juste part à l'échelle du monde.

Après les récentes prises de positions de notre gouvernement dans les importants projets gaziers et routiers, ou ceux de la forêt, pour ne nommer que ceux-là, je vais tenter de garder mon calme. Si c'est maintenant que ça se passe, si on est sérieux, le gouvernement doit avoir le courage de dire la vérité à la population.

On ne peut pas mentir aux milliers de citoyens, jeunes et moins jeunes, qui sont à l'affût, qui s'informent, qui ont des raisons de s'inquiéter et qui sont à l'œuvre. Et qui espèrent de tout leur cœur qu'on va enfin s'y mettre collectivement.

Principales recommandations

Reconnaître les vraies cibles

Nous recommandons donc **que la loi reconnaisse sans équivoque l'urgence de la crise climatique**. Une crise qui est une vraie crise et qui doit être traitée comme une crise.

Quelle est cette urgence ? **Réduire nos émissions de carbone**. À quelle hauteur ? La loi doit **nommer clairement les vraies cibles** – celles nommées par la science :

50 % de réduction minimum d'ici 2030

0 émission, c'est-à-dire la carboneutralité d'ici 2050.

Il en va de votre crédibilité comme gouvernement de reconnaître la vérité dans la loi et de nommer **les principaux responsables de la crise : les énergies fossiles**. C'est donc nécessairement en priorité au pétrole et au gaz qu'il faut s'attaquer. Partout où c'est possible.

Tout mettre en œuvre pour nous sortir des énergies fossiles, incluant GNL Québec

La loi doit inscrire les cibles sectorielles de réduction pour le pétrole et le gaz et établir un budget carbone, c'est à dire les quantités de carbone auxquels nous devons nous limiter, si on veut réellement se donner un minimum de chances d'éviter la catastrophe.

Une fois qu'on a convenu des vraies cibles, la grande question c'est : comment ? Comment on va y arriver ? Encore une fois, il faut avoir le courage de la vérité.

Le gouvernement doit utiliser le levier que les économistes reconnaissent comme le plus efficace : son pouvoir de taxer. Suffisamment pour que cette taxe ait un effet. **Agir de façon décisive signifie de taxer l'achat des produits et services qui augmentent les émissions de GES** et d'investir les revenus de ces taxes pour faire baisser le prix des produits et services qui font baisser les émissions ou qui sont carboneutres.

Un seul ministre responsable avec un autorité transversale

L'atteinte des cibles de réduction est une affaire exigeante, ambitieuse et complexe. Pour atteindre les cibles, la loi doit engager **la responsabilité de l'ensemble de l'État**, dans tous les ministères et tous les organismes gouvernementaux, avec obligation pour chaque ministre – transport, éducation, agriculture, forêts, etc. et chaque responsable d'institution - Hydro-Québec, Investissement Québec, Caisse de dépôt et de Placement - d'arrimer leurs politiques avec les exigences de réduction de carbone.

Un maître d'œuvre : une société d'État de la Lutte aux Changements Climatiques

Le gouvernement a identifié la carte maîtresse qu'on a dans notre jeu : l'hydro-électricité. La transition énergétique demeure au cœur de notre projet. Nous avons une institution, TEQ, que ce projet de loi abolit, tout en conservant son plan directeur. C'est une erreur. Nous sommes en situation de crise et TEQ a fait ses preuves depuis sa récente création. La loi doit miser sur les bases de TEQ pour **créer une société d'État de la lutte aux changements climatiques**, un Hydro-Québec pour le climat, qui va assurer une gouvernance efficace avec le mandat de décarboniser notre économie par des moyens nécessairement plus ambitieux que ceux de TEQ actuellement, dont les cibles de réduction du pétrole et du gaz doivent être rehaussées. Une société d'État dont le

Bref, une institution qui va assurer de livrer le plan de lutte contre les changements climatiques, sous la gouverne du ministre responsable de la Lutte contre les Changements climatiques.

On veut donner au ministre responsable de la Lutte contre les Changements Climatiques un rôle de «conseiller du gouvernement», en lui conférant une certaine autorité sur le budget et un rôle de coordination mais en confiant l'exécutif à un autre ministère, celui de l'Énergie. En scindant les responsabilités, on va nourrir les dédoublements, la confusion et le crêpage de chignon entre ministères. Conseiller, coordonner ne suffira pas. La loi doit affirmer l'autorité du responsable la Lutte contre les Changements Climatiques afin qu'il dirige les actions du gouvernement selon les meilleures pratiques et qu'il soit imputable de leurs résultats devant l'Assemblée nationale.

*Nous sommes capables de diriger les grands orchestres de ce monde. Et je suis persuadé d'une chose : si aux côtés de **Yannick Nézet-Séguin** debout sur le podium du Metropolitan Opera, il y avait un soir un deuxième chef d'orchestre pour battre la mesure, il n'y aurait pas de concert ce soir-là.*

*Récemment, le grand financier **Stephen Jarislosky** témoignait de la légèreté avec laquelle il a lui-même jusqu'à tout récemment considéré la menace climatique qu'il juge aujourd'hui comme une menace comparable à celle du fascisme hitlérien qui l'a fait fuir de Berlin à l'âge de 15 ans et qu'il a combattu en s'enrôlant dans l'armée canadienne à l'âge de 18 ans. Il en appelle maintenant à un véritable effort de guerre et aux sacrifices nécessaires liés à cet effort. Il en appelle à taxer le carbone à la hauteur de la menace. Si les gens sont conscients de l'extrême gravité de la situation, ils vont être d'accord avec les mesures qui s'imposent. Mais il faut avoir le courage de la vérité.*

Qui était ministre de la Défense sous Churchill ? Churchill lui-même. La crise commande que cette responsabilité de la lutte pour le climat échoit au chef de l'État.

Suite à la commande du premier ministre de voir comment en faisant un meilleur usage de l'électricité, après une année de réflexions et de consultations, notre gouvernement mesure à quel point le défi d'atteindre la cible de 37,5 degrés est colossal. Le rapport Dunksy, commandé

*en fonction de cette cible – désormais périmée, indique les limites de la transition strictement énergétique et de l'innovation technologique. Nous recommandons **de reconnaître les limites de la transition énergétique et de commander sans délai un nouveau rapport Dunsky** qui va nous donner des indicateurs pour atteindre les vraies cibles de 2030 et la carbo-neutralité pour 2050.*

Une transition une transition écologique juste et globale

La transition énergétique ne suffira pas. La solution ne sera pas strictement technologique et elle exige une profondeur dans le changement de nos comportements. Les scientifiques du GIEC, sortant de leur réserve, en appelle à «un changement radical de nos façons de faire.» C'est nécessairement à une transition écologique globale de notre économie que nous sommes conviés. Certaines choses doivent croître et certaines autres doivent décroître. Il faut penser en-dehors de la boîte.

Présentement, partout au Québec, des hommes et des femmes de bonne volonté sont à l'œuvre. Nous avons l'esprit d'entreprise et le génie de l'innovation, technologique ET sociale. Nous sommes les champions de la coopération en Amérique du Nord. Il faut plus que jamais mobiliser, supporter, coordonner les efforts de la société civile et de nombre citoyens qui agissent avec force, intelligence, imagination, humanité et souvent avec beaucoup plus de souveraineté que l'État en matière de changements de comportements. Il y a une foule de façons de répondre à la dégradation de notre monde en s'éloignant de la tradition fondée sur les énergies fossiles.

Partout des communautés sont à l'œuvre pour organiser autrement le territoire que nous habitons, pour inventer et faciliter des façons de se déplacer autrement, de produire et de consommer autrement, de bâtir et de se loger autrement, de cultiver et de se nourrir autrement, de chauffer ou de climatiser nos habitats autrement, de voyager autrement.

Pour une transition juste et éclairée

Qu'on se le dise, des gestes courageux et des sacrifices nous attendent. Des changements qui ont aussi le potentiel de nous amener vers un nouvel art de vivre, une meilleure qualité de vie. La crise climatique est aussi une occasion d'améliorer la santé publique.

Un exemple de courage, c'est interdire la publicité sur les VUS comme on interdit la publicité sur le tabac. Il y a encore beaucoup d'ignorance à chasser. La loi doit **assurer une vaste campagne d'éducation, d'information et de mobilisation populaire**. Nous accepterons de rencontrer les exigences à la condition de prendre part aux décisions, de façon éclairée. Nous n'accepterons les mesures que si elles sont posées avec bienveillance, honnêteté et justice.

La loi sur le climat doit être juste envers tous les citoyens du Québec et envers ceux du monde entier. Justice pour les travailleurs et les entrepreneurs qui sont et seront affectés par les mesures de transition de notre économie, justice pour les populations vulnérables,

justice pour les jeunes qui ont toutes les raisons du monde d'être inquiets pour la suite du monde.

Au Danemark aujourd'hui, les écoles et les hopitaux sont tenus par la loi de nourrir leurs étudiants et leurs patients avec des aliments bio produits localement. Une idée, un consensus social, un trait de plume, une loi. Qui diminue la combustion du pétrole, qui se sert de la crise climatique pour créer du mieux-être. Des emplois viables, porteurs de santé, d'éducation et sans doute de fierté, trois grandes richesses auxquelles on puisse aspirer. C'est le genre de projets, en marge de la stricte transition énergétique, que nous avons à mettre en branle. Des solutions à la crise climatique qui sont l'affaire du ministre de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de l'innovation de l'économie, d'un bande de citoyens, sous la gouverne du ministre responsable de la Lutte contre les Changements Climatiques.

être conséquent : un devoir de cohérence

L'atteinte des cibles exige aussi de la cohérence dans nos actions.

Il ne suffit pas d'annoncer des investissements massifs dans l'électrification des transports, le transport en commun ou la protection de la biodiversité si par ailleurs on donne le feu vert à des projets qui contrecarrent les efforts, comme GNL Québec, le 3^{ième} lien ou l'augmentation indues des coupes forestières.

La semaine dernière, quelques jours avant cette commission sur le climat, en amont des audiences publiques en environnement, à propos de l'imposant projet de liquéfaction de gaz GNL Québec/Énergie Saguenay le gouvernement se fait le porte-parole de la propagande de l'industrie à l'effet que cette liquéfaction du gaz fossile servirait à réduire les émissions en favorisant la fermeture de centrales au charbon ailleurs dans le monde, une prévisiosn qui est loin d'être prouvé, selon l'avis exprimé par plusieurs experts à travers le monde et l'avis de plus de 150 scientifiques québécois.

Quand on sait que Jim Breyer, l'un des principaux promoteurs de GNL, est aussi administrateur d'un grand fonds d'investissement, co-proprétaire d'une des plus grosses centrales au charbon des Etats-Unis, quand on sait le financement que ces mêmes promoteurs accordent à nourrir le climato-scepticisme et à contrecarrer les mesures anti-charbon de Barrack Obama aux Etats-Unis, quand on sait que la structure financière de leur projet au Québec est un *set-up* parfait pour favoriser l'évasion fiscale, il est permis de se demander si effectivement nous nous engageons ici aujourd'hui avec ce gouvernement à mener une lutte sincère et courageuse au réchauffement climatique.

Si notre hydro-électricité est un moteur essentiel de notre transition énergétique, est-il sage et cohérent de la vendre à des tarifs préférentiels pour produire du gaz naturel sale issu de la fracturation hydraulique destinés à de très peu probables réduction de GES?

Conclusion

Je vous demande d'être courageux, d'être conséquent. De faire appel au meilleur nous-mêmes. L'année que nous vivons est déterminante. Si le gouvernement nous inspire confiance et volonté, on pourra nourrir l'espérance qu'il n'est pas trop tard pour prévenir le pire.

Non, le Québec, ne changera pas le monde à lui seul.

En revanche, le Québec doit servir d'exemple et d'inspiration au monde entier, à la manière du Danemark et du Costa Rica...

Les koalas, les caribous, les kangourous et les bélugas que nous sommes, comme les travailleurs de la forêt, de la santé, des mines, de la construction, et ceux de la grande industrie, comme les élèves du secondaire, les étudiants de partout au Québec, les personnes âgées comme ma mère de 84 ans, comme mes trois fils et mon neveu Philippe qui a aujourd'hui 19 jours, tous les citoyens du Québec ont un besoin urgent que leur gouvernement se dote d'une loi digne de ce nom, une loi qui nous redonne confiance dans la suite du monde.

Nous en avons les moyens.

En avons-nous l'ambition?

Notre Premier Ministre ne peut pas se présenter à la COP les mains vides l'automne prochain.

Le Ministre responsable de la Lutte contre les Changement Climatiques n'y arrivera pas seul à procéder à tous les changements.

Mais sous son leadership, parce qu'il y a urgence, nous devons être TOUS UNIS POUR LE CLIMAT...

Dominic Champagne